



La fin des allocations-chômage?

Au 20^e siècle, la conception des régimes de prestations chômage reposait sur l'hypothèse du plein emploi, du travail à plein temps et bien rémunéré. Mais depuis quelques années, le fort taux de chômage, la plus grande flexibilité du marché du travail et le travail informel ont contribué à modifier la conception des régimes de prestations chômage. Non seulement les conséquences ont mis en péril les régimes actuels, mais elles ont aussi exclu de nombreuses personnes de ces prestations.

Dans le cadre du Sommet Genève 2000, le Programme a organisé un débat public pour analyser les paradigmes de deux courants de pensée opposés concernant la restructuration des allocations-chômage. Les principaux orateurs ont été Robert Holzmann, Directeur du Département de la protection sociale de la Banque Mondiale, et Guy Standing, Directeur du Programme InFocus sur la sécurité socio-économique.

Robert Holzmann a résumé les différentes possibilités de l'assurance chômage. D'après lui, elle n'est pas en mesure de soulager la pauvreté, elle se prête à des abus, manque de durabilité politique et n'est pas adaptée aux chocs structurels. Une aide durant la période de chômage lui semble plus viable, et il a conclu que si l'on veut qu'un système réussisse, il doit répondre aux critères d'efficacité distributive, d'efficacité dans son allocation, de faisabilité financière, et correspondre aux chocs économiques cycliques et structurels.

Guy Standing a signalé que l'évolution internationale va vers une aide soumise aux conditions de ressources, qui est entravée par un faible taux de réinsertion, par le cercle vicieux de la pauvreté et par celui du chômage. Ceci a contribué à l'orientation vers les allocations conditionnelles. Il a souligné que les préoccupations fiscales, morales et de légitimité concernant la restructuration ont entraîné des modifications nombreuses et souvent arbitraires des conditions d'attribution, et qu'ainsi, même dans les pays industrialisés, seule une minorité de demandeurs d'emploi perçoit ces prestations. Il a conclu qu'une assurance

travail (qui couvrirait les fluctuations des possibilités de travail) ainsi que des droits basés sur la citoyenneté, plutôt que des prestations reposant sur le travail, seraient deux façons plus viables de garantir la sécurité de revenu.

Ont également participé au débat Theo Papadopoulos, Université de Bath ; Aystein Gjelsvik, économiste en chef à la Confédération des Syndicats de Norvège ; Alan Leather, Secrétaire général adjoint de Public Services International; et Steve Marshall, ancien directeur exécutif de la Fédération patronale de Nouvelle Zélande et membre du Conseil d'administration du BIT. Dalmer Hoskins, Secrétaire général

de l'AISS, a présidé la réunion. Theo Papadopoulos a fait remarquer que, d'après les statistiques de l'Union européenne, il existerait une forte corrélation inversée entre le niveau des prestations et l'inégalité des revenus et de la pauvreté.

Si, pour la plupart des orateurs, la disparition rapide des prestations de chômage semble peu probable, la conclusion générale a été qu'il était urgent de revoir fondamentalement les politiques ayant pour objet de donner une sécurité de revenu aux demandeurs d'emploi. Ceci fera, dans un proche avenir, l'objet d'une importante conférence.



La lutte contre les contrôles: base du Travail Décent

Un aspect très important de la stratégie visant à donner une sécurité de base et à créer les conditions du « travail décent » consiste à surmonter les contrôles exercés de différentes façons sur les individus. Les contrôles restreignent la liberté. Cependant, nous n'avons qu'une vague idée de ce que l'on entend par contrôle, et il n'existe pratiquement aucune information statistique sur les mécanismes ou les types de contrôle. On pense que ce sont des entraves particulièrement graves pour les femmes des

pays en développement. Le Programme a mis au point une méthodologie d'identification des mécanismes de contrôle. Celle-ci a été présentée à l'université de Harvard lors d'une conférence réunissant des femmes spécialisées dans l'organisation et la recherche. Un projet sur la nouvelle conception du travail a été lancé avec le réseau mondial de WIEGO (*Women in Informal Employment : Globalising and Organising*, Femmes et travail informel : mondialisation et syndicalisation). Ce projet aura des liens étroits avec nos enquêtes PSS.

Dans ce numéro:

- Etude par pays: Indonésie 2
- Vidéo sur les travailleuses à domicile 3
- 8^{ème} Congrès BIEN 4

Les entreprises russes se stabilisent mais les travailleurs sont en situation de risque.

D'après la dernière enquête ELFS réalisée en Russie en juin 2000, les réductions d'effectifs chaotiques observées lors de l'étape précédente se seraient ralenties, mais le nombre des travailleurs souffrant de précarité et manquant de certitudes quant au versement des salaires ou d'autres prestations versées par l'entreprise est en augmentation. L'enquête portant sur des centaines d'entreprises de Moscou, Nijni Novgorod et Ivanova a été réalisée en collaboration avec le Centre de recherches sur

le marché de l'emploi de Moscou.

Cette phase de l'enquête a essentiellement mis l'accent sur les insécurités affectant les travailleuses.

Depuis dix ans, nous avons régulièrement rassemblé des données détaillées concernant les pratiques de travail et d'emploi de diverses entreprises. Ces données constituent un ensemble unique qui est à la disposition des chercheurs souhaitant collaborer avec le Programme.

Pauvreté en Russie

L'appauvrissement d'une large majorité de la population a été l'une des grandes tragédies des années 90. Rares ont été les politiques et institutions mises en place pour résoudre la crise. Répondant aux invitations du Ministre du travail et du développement social, ainsi que du Bureau du BIT de Moscou, le Directeur du Programme a fait un exposé devant des représentants du gouvernement et de diverses organisations internationales, des universitaires et des diplomates, sur les différentes politiques qui pourraient permettre de surmonter l'insécurité économique chronique du pays. L'examen du régime d'indemnisation du chômage a été entrepris et un accord a été conclu sur plusieurs autres activités, notamment sur l'analyse des politiques et des organismes de soins apportés aux personnes.

Indonésie: Améliorer la sécurité après la crise

La crise qui a frappé l'Indonésie en 1998 a forcé des millions de personnes à lutter pour survivre avec des revenus très réduits. Le nouveau gouvernement démocratique a essayé de mettre en place des institutions et des mesures capables de relancer la croissance économique et de faire reculer la pauvreté et l'insécurité économique. Dans ce contexte, le programme procède à l'analyse des politiques sociales et du travail de façon à recommander des réformes qui renforceraient la sécurité sociale et économique du pays. Le projet, mené par une équipe internationale de spécialistes associés au Programme, implique des

relations de travail étroites avec un groupe important de collègues indonésiens. On a commencé par faire une enquête ELFS portant sur 1000 grandes et moyennes entreprises et 1000 petites entreprises dites « informelles ». Cette enquête, menée en collaboration avec le Bureau national des statistiques, devrait être terminée début 2001. Parallèlement, on mène une enquête PSS dans diverses zones rurales et urbaines à bas salaires, et l'on rassemble des informations sur un groupe représentatif de 3000 personnes et foyers. Durant ces enquêtes sur le terrain, l'équipe procèdera à l'analyse des politiques de protection sociale et à l'évaluation des politiques macro-économiques.

Réunion régionale africaine de Dakar

La réunion régionale africaine de Dakar, organisée en septembre dernier, et rassemblant les directeurs des bureaux nationaux et régionaux du BIT, a donné l'occasion de débattre d'une stratégie de promotion de la sécurité économique dans les pays d'Afrique.

En conséquence, divers projets techniques ont été lancés. Nous nous félicitons que cette réunion ait permis de renforcer nos relations de travail avec nos bureaux d'Afrique.

Livre blanc du Royaume Uni sur la mondialisation

Clare Short, Ministre britannique du développement d'outremer, a invité le directeur du Programme à participer à une table ronde de deux jours. Celle-ci était consacrée à des suggestions pour le Livre Blanc du gouvernement britannique sur les réponses politiques à la mondialisation. Ont, entre autres, participé à cette réunion, des ministres de différents pays d'Afrique ainsi que divers économistes éminents, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est.

Le Livre Blanc devrait apporter une importante contribution aux réactions internationales face aux pressions et aux défis résultant de la mondialisation. Sa publication coïncidera avec un élargissement considérable de la position du *Department for International Development* (DFID) du Royaume-Uni.

Manuel sur l'évaluation du travail volontaire

Nous savons qu'il existe dans la société civile quantité d'organisations auxquelles collaborent des millions de personnes. Nous disposons, dans ce domaine, de peu de statistiques. Si nous considérons que toutes les formes de travail doivent être reconnues et faire l'objet d'une protection, nous devons mettre en place les instruments permettant d'identifier et d'évaluer ce type de travail. C'est pourquoi le Programme participe, avec le *Centre for Civil Society* de la *London School*

of Economics, à la rédaction d'un manuel sur les méthodes d'évaluation de la contribution des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et autres organismes à but non lucratif, et sur la façon d'intégrer cette contribution dans la comptabilité nationale. Le Programme participe également à la rédaction d'un document technique sur une base de données statistiques concernant les ONG ; il participe aux essais d'une méthodologie conçue pour évaluer leur contribution au revenu national.

Congés non-rémunérés en Ukraine

Selon la dernière enquête réalisée en juin 2000 auprès des entreprises d'Ukraine, en collaboration avec le Bureau national des statistiques, la situation des travailleurs de l'industrie reste catastrophique. Cette enquête, qui est la plus importante du genre puisqu'elle a porté sur 1 684 entreprises et plus d'un million de travailleurs, prouve que la méthodologie mise au point par le Programme peut être utilisée dans nombre d'autres Pays membres.

Les résultats en seront communiqués lors d'une conférence tripartite qui aura lieu à Kiev début 2001. D'après l'enquête, pratiquement un travailleur sur cinq est, soit en congé non rémunéré, soit licencié. Plus nombreux encore seront ceux qui se présenteront à leur poste de travail mais ne percevront pas leur salaire. Cette situation se prolonge, en dépit d'importantes réductions d'effectifs qui ne sont pas reconnues dans les statistiques officielles du chômage.

Film vidéo sur les travailleuses à domicile

Des femmes de l'Etat du Gujarat participent à une enquête qui doit permettre de déterminer les causes et la nature des insécurités ainsi que l'impact des politiques gouvernementales. Dans le cadre de ce projet, il a été décidé de tourner un film vidéo pour permettre à quelques unes de ces femmes de décrire leurs difficultés pour simplement survivre avec un minimum de dignité.

Le projet est réalisé par le Programme en collaboration avec l'Association des travailleuses indépendantes (*Self Employed Women's Association*, SEWA) de l'Inde. Le film montre des images parlantes de femmes en train d'effectuer diverses tâches très

pénibles. Il met en relief la force collective qu'elles ont acquise depuis qu'elles ont adhéré à une association où le partage de leurs connaissances et de leurs expériences leur apporte beaucoup. Le message transmis par l'histoire de ces femmes est celui de la dignité dans des conditions difficiles où l'action collective innovante est essentielle.

Le film contient également une déclaration spéciale de Juan Somavia, Directeur général du BIT, mettant l'accent sur la nécessité de surmonter *la peur*, car c'est la condition préalable de la justice sociale, quels que soient le type de communauté ou la région du monde.

Pour limiter le travail des enfants il faut assurer aux femmes une sécurité de revenus

Autre axe politique du Programme: l'une des façons de réduire le travail des enfants, c'est d'améliorer la sécurité de revenu des femmes dont les enfants sont contraints de travailler. Ceci explique que nous nous soyons activement intéressés à deux programmes semi-expérimentaux, *Renda minima* et *Bolsa escola*, lancés dans de nombreuses villes du Brésil ainsi que dans d'autres régions d'Amérique Latine.

En juin 2000, une réunion technique a été organisée à Brasilia pour réfléchir à une stratégie nationale de lutte contre le travail des enfants. Le Programme a participé à la présentation d'une évaluation des effets d'un régime de complément de ressources. Celui-ci a été lancé à Recife et permettait aux femmes acceptant de

scolariser leurs enfants de recevoir un revenu de base. Cette réunion, organisée par le bureau du Programme focal sur le travail des enfants (*International Programme on the Elimination of Child Labour*, IPEC) du BIT au Brésil, a permis de réunir des institutions gouvernementales, des syndicats nationaux représentant le personnel de service, des organisations de la société civile, des autorités locales et des chercheurs venus de tout le pays.

D'après cette évaluation, dont les résultats seront publiés, un programme de revenu minimum lié à la scolarisation permettrait d'améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants dans les régions pauvres des pays en développement.

Prix Dorcelina Folador

Le Programme a créé un prix annuel qui récompensera la meilleure recherche pratique portant sur les principes de la sécurité socio-économique qu'il défend. Il s'appellera Prix Dorcelina Folador, du nom d'une Brésilienne handicapée, leader des travailleurs agricoles et ardent défenseur d'une sécurité mondiale des revenus. Elle a été récemment assassinée alors qu'elle était assise sous sa véranda en compagnie de ses enfants. Plusieurs d'entre nous l'ont connue et savent combien elle était exceptionnelle.

Le prix sera décerné chaque année en juin par un jury composé de membres du Conseil consultatif du Programme. Pour marquer l'événement, le BIT organisera une présentation et un séminaire. D'autres détails seront fournis sur demande.

Prochain séminaire sur l'allocation conditionnelle

En avril 2001, une réunion technique sur l'allocation conditionnelle sera organisée. Elle permettra de faire le point sur l'évolution internationale et de passer en revue les arguments des partisans et des opposants des prestations sociales liées à des obligations d'emploi. Les documents techniques comprendront des études faites sur les réformes entreprises dans les pays suivants : Etats-Unis, Canada, Brésil, Angleterre, Scandinavie et Allemagne. Pour obtenir des informations complémentaires, il convient de s'adresser au secrétariat du Programme.

Réponse à l'insécurité mondiale

Le Programme présentera un document technique sur l'insécurité économique dans le monde, lors de la séance plénière de la réunion annuelle de l'Association nationale des sciences sociales (ANPOCS) du Brésil, qui aura lieu fin octobre près de Rio de Janeiro. Un débat sur les régimes de revenu de base et un rapport présenté par le Programme sur diverses expériences de *Bolsa escola* au Brésil sont également prévus. Plus d'un millier de personnes sont attendues à cette réunion de l'ANPOCS.

La citoyenneté repose sur la sécurité d'un revenu de base - 8^{ème} Congrès BIEN à Berlin

Michel Rocard, ancien Premier ministre de la France, a mis en garde contre le risque de violence civile encouru si l'on ne répond pas de toute urgence au besoin de sécurité d'un revenu exprimé par certaines personnes. Il a tenu ces propos à l'occasion du 8^e Congrès du Réseau européen pour l'allocation universelle (*Basic Income European Network - BIEN*) organisé à Berlin sous la présidence du Directeur du Programme IFP/SES. Plus de 200 experts en politique sociale venus d'une vingtaine de pays ont pris part au Congrès. Au total, plus de 50 documents techniques ont été présentés.

Le sujet principal a été la nécessité de garantir, comme étant un droit de la citoyenneté, une allocation universelle. Parmi les invités se trouvaient Andrea Fischer, Ministre de la Santé du Gouvernement allemand, Osmo Soininvaara, Ministre de la Santé et des Affaires Sociales de Finlande, et Lord Raymond Plant. Leurs interventions ont porté sur les fondements philosophiques d'un revenu garanti. Le discours de Bruce Ackerman, reprenant les propositions faites dans son récent ouvrage sur le revenu du capital hérité, a été ressenti comme quelque peu provocateur. Eduardo Suplicy, Sénateur de Sao

Paulo, a parlé des réformes sur le revenu de base au Brésil.

Le réseau BIEN a été mis en place pour réfléchir aux différentes façons de promouvoir un revenu de base pour tous. C'est un réseau apolitique permettant de partager des expériences politiques et des évaluations. Eu égard à la présence de membres venus d'Afrique, d'Asie et des deux Amériques, il a été officiellement proposé de changer, dans l'appellation « BIEN », le mot European par le mot Earth. Le Comité exécutif va l'envisager et les membres seront appelés à voter en temps utile.

Nouveaux membres du personnel

IFP/SES souhaite la bienvenue à Maria Jeria Caceres et Florence Bonnet qui ont rejoint le Programme, respectivement en tant que Responsable des Statistiques et Statisticienne. Il souhaite également la bienvenue à Carl Afford qui a collaboré, dès le début du Programme, depuis Copenhague, à la mise en place de la base de données.

Ellen Roskam a rejoint l'équipe pour s'occuper des questions concernant la sécurité au travail. Elle assurera la liaison avec le Programme SAFEWORK du BIT. Igor Chernyshev, qui travaille à temps partiel pour le Programme, sera notre lien officiel avec le Bureau de statistique du BIT. Nous remercions également tous les collègues du BIT qui ont participé à la mise en route du Programme.

Le Programme IFP/SES sur le Web

Le Programme IFP/SES publie, dans la section EVENEMENTS de son site Internet, le résumé du rapport et le document technique concernant le débat sur les prestations de chômage organisé à Genève en 2000 avec la Banque Mondiale.

Participation des travailleurs au recul de la pauvreté

Il faut faire participer les travailleurs à la protection de leur santé et de leur sécurité. Il faut également les faire participer à la santé des communautés se trouvant à proximité de leur lieu de travail. Mais lorsque les travailleurs ne sont pas certains de leurs emplois ou de leurs moyens d'existence, peu leur importe la santé et la sécurité sur le lieu de travail.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et IFP/SES travaillent ensemble sur des questions de sécurité élémentaire, car c'est là un moyen d'augmenter la participation des travailleurs dans les syndicats du 21^e siècle. La sécurité élémentaire est l'opportunité, attendue depuis longtemps, qui devrait permettre d'améliorer la participation des travailleurs.

Publications

Série des papiers SES (en anglais)

- ♦ "Psychological approaches to work insecurity", by Rosamund Stock.
- ♦ "The Appeal of Minimum Income Programmes in Latin America", by Lena Lavinas .
- ♦ "Workfare Schemes in Brazil", by Sonia Rocha.
- ♦ "Workfare Tendencies in Scandinavian Welfare Policies", by Nanna Kildal.
- ♦ "Globalization and Flexibility: Dancing around Pensions", by Guy Standing.

- ♦ "Unemployment Benefits and Income Security".

Articles de presse

- ♦ "Social dumping", Journal of European Social Policy Numéro Special, mars 2000.
- ♦ Guy Standing "Brave New Words? A Critique of Stiglitz's World Bank Rethink" in Development and Change, vol.31,no.4, september 2000.



InFocus Programme sur la Sécurité Socio-Economique

Téléphone: (+41 22) 799 6455 <http://www.ilo.org/ses>
799 8893 ses@ilo.org
799 7326
Fax: 799 7123

Bureau International du Travail, Route des Morillons 4, Genève, CH-1211, Switzerland